



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICE

Commune de Caudan

**MISSION D'ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET
COORDINATION (OPC) RELATIVE A LA CONSTRUCTION
DE LA NOUVELLE MAIRIE ET AMENAGEMENT DE SES
ESPACES PUBLICS**

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

Date et heure limites de réception des candidatures :

16 mai 2025 à 12 :00

ARTICLE 1 – PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) est réalisée pour le compte de la commune de Caudan

Représentant du Pouvoir Adjudicateur : Monsieur le maire de Caudan

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne une mission d'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) se rapportant aux travaux de construction de la nouvelle mairie et aménagement de ses espaces publics.

2-1 - Contexte et Enjeux de l'opération

La commune de Caudan souhaite engager une opération de construction d'une nouvelle mairie

Les principaux objectifs sont :

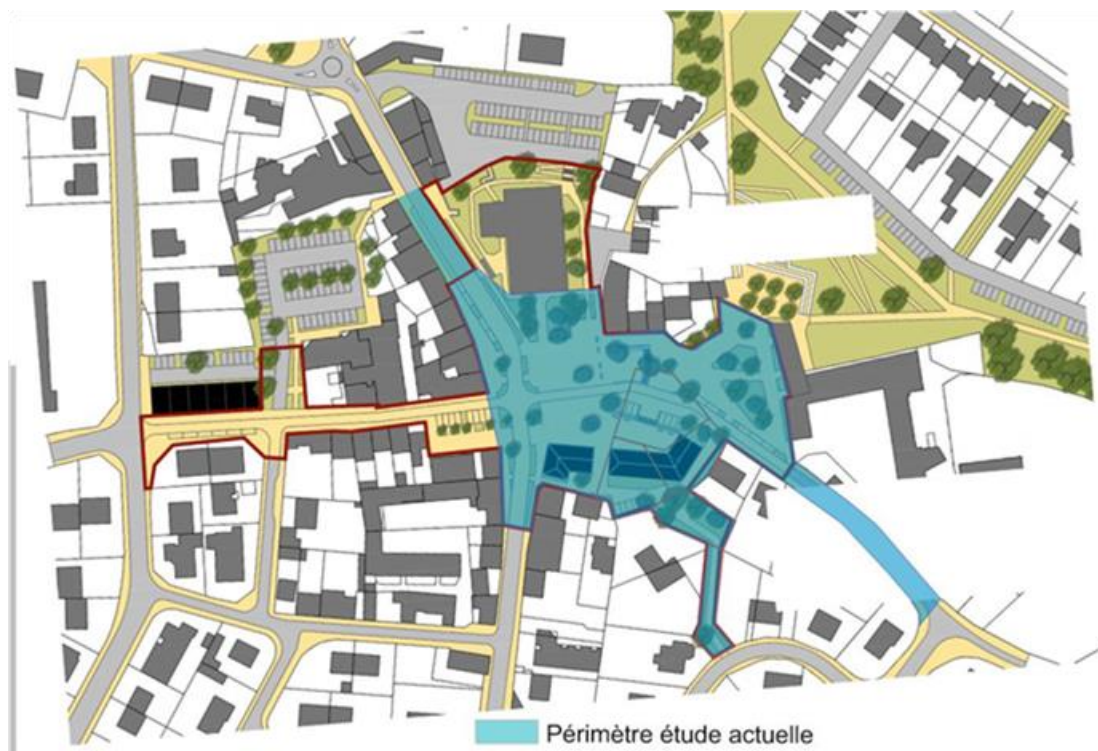
- ✓ Maintenir la mairie en cœur de ville à travers une reconstruction sur du foncier disponible permettant de dégager la place centrale et de retravailler les flux (piétons/véhicules)
- ✓ Regrouper les services administratifs, agence postale et CCAS au sein d'un bâtiment unique, identifié, et repérable par tous et répondant au mieux aux besoins actuels et futurs
- ✓ Choisir l'exigence la plus haute en termes de performance énergétique et environnementale pour la construction du futur bâtiment mairie
- ✓ Réaménager le centre-ville afin de requalifier les abords et notamment la place Louis Le Léannec
- ✓ Végétaliser et pacifier les aménagements extérieurs du centre-ville afin de répondre aux nouveaux enjeux écologiques.
- ✓ la continuité de services des activités mairie, CCAS et agence postale pendant le temps de la reconstruction de la mairie

il est spécifié ici que le projet comporte plusieurs phases de travaux:

- déconstruction de 2 maisons attenantes à la mairie actuelle
- construction de la nouvelle mairie
- déménagement des services puis démolition de l'actuelle mairie.

À l'issue d'un concours restreint sur esquisse, un groupement de maîtrise d'œuvre a été retenu pour le projet: le mandataire de ce groupement est l'agence PADW basée à Nantes (mail: contact@pa-dw.fr téléphone: 02.40.48.41.42).

Périmètre de l'étude:



Le concours de maîtrise d'œuvre porte sur la reconstruction de la mairie tel que présenté sur la projection de la future construction et aménagement de ses espaces publics sur le périmètre délimité en bleu sur l'image ci-dessus. Cependant la mission de maîtrise d'œuvre et les études qui en découlent ne porteront que sur la reconstruction de la mairie et ses abords.

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3-1 – Définition de la procédure et obligation particulière

Le présent marché est passé en procédure adaptée conformément à l'application des articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique et donnant lieu à un avis d'appel public à la concurrence publié dans un journal d'annonces légales.

3-2 – Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est la mairie de Caudan
Place Louis Le Léannec – BP 31 - 56854 CAUDAN Cedex

3-3 Définition de la mission

La prestation est régie conformément à l'article R2431-17 du Code de la commande publique définissant les missions dévolues à l'Ordonnancement, le Pilotage et la

Coordination des chantiers dans le cadre d'une opération de travaux, qui ont respectivement pour objet:

- ✓ D'analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux, de déterminer leurs enchaînements ainsi que leur chemin critique par des documents graphiques ;
- ✓ D'harmoniser dans le temps et dans l'espace les actions des différents intervenants au stade des travaux ;
- ✓ Au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans les marchés publics de travaux, de mettre en application les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

Le descriptif détaillé des missions confiées par le présent marché au prestataire OPC sera défini au Cahier des Clauses Particulières (CCP).

3-3 – Lots – Variante – Option

Lot : Unique

Variante : Non autorisée

3-4 – Calendrier prévisionnel de l'opération

- ✓ Elaboration du programme : Mars / Avril 2024
- ✓ Procédure de consultation de maîtrise d'œuvre : Mars 2024 à mars 2025
- ✓ Etudes de conception jusqu'à remise PRO/DCE: avril 2025 à janvier 2026
- ✓ Consultations entreprises : février à avril 2026
- ✓ Notification des marchés aux entreprises : Avril 2026
- ✓ Durée des travaux : mai 2026 à avril 2028
- ✓ Déménagement : mai 2028

Durée indicative des travaux : Délai : 24 mois y compris période de préparation.

3-5 – Montant du marché

L'enveloppe financière prévisionnelle allouée aux travaux est de : 3 763 000,00 € HT.

3-6 – Durée du marché

Le marché débute à compter de sa date de notification et s'étend jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

3-7 – Modification de détail au dossier de consultation

Le Maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard, 15 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3-8 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt jours (120 jours) à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

ARTICLE 4 - MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT

4-1 - Délai global de paiement

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception des factures par le maître d'ouvrage.

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne majoré de 8 points.

4-2 - Forme des prix

Selon le CCP fourni.

ARTICLE 5 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.1 Retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises est à retirer sur la plate-forme dématérialisée

<https://marches.megalis.bretagne.bzh>

5.2 Document fournis aux candidats

Le dossier de consultation est constitué par :

- ✓ Le présent règlement de consultation
- ✓ Le cadre d'acte d'engagement à compléter **et son annexe**
- ✓ Le cahier des clauses administratives particulières (CCP),
- ✓ Le dossier de plan phase ESQ
- ✓ Planning prévisionnel des travaux

5.3 Présentation des candidatures

Les candidats auront à produire un dossier complet selon les dispositions des articles R2142-1 à R2144-9 du code de la commande publique.

Le dossier de candidature contiendra obligatoirement :

- ✓ lettre de candidature (ou imprimé DC1 disponible sur le site www.economie.gouv.fr) : Le candidat précisera s'il se présente seul ou en groupement. Dans ce dernier cas, il fera apparaître les membres du groupement et l'autorisation desdits membres au mandataire pour engager leur entreprise. Il

indiquera également le ou les lot(s) pour lequel il se présente. En cas d'attribution du marché à un groupement, celui-ci devra obligatoirement devenir solidaire.

- ✓ déclaration du candidat (ou imprimé DC2 disponible sur le site www.economie.gouv.fr) dûment complétée dans toutes ses rubriques et en particulier :
- ✓ le chiffre d'affaires de l'entreprise des trois derniers exercices
- ✓ des références dans des opérations de technicité similaire sur les trois dernières années
- ✓ la copie du ou des jugements prononcés dans le cas d'un redressement judiciaire
- ✓ des déclarations sur l'honneur pour justifier que le candidat :
 - a) a satisfait aux obligations fiscales et sociales ;
 - b) n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir ;
 - c) n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années d'une condamnation au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.323-1, L.324-10, L.341-6, L.121-1 et L.125-3 du code du travail.
- ✓ les attestations de compétence valides des personnes concernées pour justifier de leur aptitude à assumer la mission d'OPC pour cette opération.
- ✓ Une attestation d'assurance

5.4 Présentation des offres

1. Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (imprimé ATTRI 1) et son annexe : à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) du/des prestataire(s),
- Le CCP dûment approuvé et signé

2. Documents explicatifs ; Au projet de marché devront être joints :

- CV des personnes nominativement prévues pour le suivi de l'opération.
- **Un mémoire méthodologique de 10 pages maximum, décrivant :**
 - **La prestation par élément de mission (détail des temps prévisionnels dissociant le temps au bureau du temps sur le site)**
 - **L'organisation les moyens de gestion envisagés pour la mission et mis en œuvre sur des opérations similaires**

Toutes les pièces listées ci-dessus seront datées et signées par le(s) représentant(s) qualifié(s) du/des entreprise(s).

5.5 Jugement et classement des offres

Les offres irrégulières à l'objet du marché ou au présent règlement de consultation seront éliminées.

Pour choisir l'offre économiquement la plus avantageuse, les critères sont les suivants :

Critère n°1 : Prix des prestations (40/100)

- ✓ Coût horaire (Noté sur 10 points)
- ✓ Coût global des offres (Noté sur 30 points)

Critère n°2 : Valeur technique (60/100)

Note : ce mémoire technique est signé par l'entreprise. Il aura valeur contractuelle une fois l'offre acceptée par le maître d'ouvrage et son non-respect entraînera l'application de mesures coercitives à l'égard de l'attributaire.

- ✓ Pour la phase d'études, présenter une méthodologie sur la construction du calendrier de travaux de la phase conception jusqu'à la phase DCE en concertation avec la maîtrise d'œuvre. Noté sur 10 points
- ✓ Pour la phase travaux, présenter la méthodologie pour le suivi du calendrier (temps de tâches, comment gérer les retards, les superpositions de tâches) en concertation avec la maîtrise d'œuvre. Noté sur 25 points
- ✓ Définir et présenter une méthodologie de travail et les moyens que l'OPC s'engage à employer pour assurer le bon déroulement des travaux en site occupé, limiter les désagréments du chantier vis-à-vis des locataires, leur assurer une disponibilité nécessaire pour le bon déroulement du chantier tout en maintenant le planning, en concertation avec la maîtrise d'œuvre. Noté sur 25 points
- ✓ Définir les moyens mis en œuvre pour les interventions en phase GPA dans les délais impartis, en concertation avec la maîtrise d'œuvre. Noté sur 10 points.
- ✓ Temps en heures alloué à la mission (annexe AE). Noté sur 30 points.

Le mémoire technique sera noté sur 100 points (plus la valeur technique de l'offre est élevée, plus le nombre de points sera important). Le nombre de points ainsi obtenu sera affecté d'une pondération de 60,00%.

Le Maître d'Ouvrage examinera l'offre des candidats pour établir un classement.

Des précisions pourront être demandées au candidat, soit lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit donc être précisée, soit lorsque l'offre paraît anormalement basse ou encore dans le cas de discordance entre le résultat de l'offre d'une part et les éléments ayant contribué à la détermination de ce montant d'autre part.

Lors de l'examen des offres, le Maître d'Ouvrage se réserve également la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration du prix global et forfaitaire de la prestation, qu'elle estimera nécessaires.

Suite à l'analyse des offres, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de négocier avec les deux candidats ayant remis les meilleures offres.

Conformément à l'article Article R2161-23 du code de la commande publique, en fonction des offres reçues, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Les offres seront classées par ordre décroissant. L'offre la mieux classée sera retenue après vérification que le soumissionnaire ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner conformément à l'article

L 2141-3 du Code de la Commande publique.

Par application des dispositions de l'article 46 du code de la commande publique et dans l'hypothèse où le candidat retenu ne fournit pas la déclaration ou les certificats mentionnés dans un délai de sept jours calendaires à compter de la demande (courrier ou fax) du maître d'ouvrage, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le pouvoir adjudicateur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

ARTICLE 6 - CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

Les offres doivent être obligatoirement transmises sous forme de plis électroniques.

Conformément à l'article R2132-7 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique, la présente consultation fait l'objet d'une procédure dématérialisée. Cette procédure permet aux candidats qui le souhaitent, via le site internet : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>

- ✓ d'accéder à la « plateforme » de dématérialisation des procédures de marchés publics lancées par la mairie de CAUDAN
- ✓ de télécharger gratuitement l'avis de publicité, le règlement de la consultation et le dossier de consultation des entreprises
- ✓ de poser des questions ou solliciter des documents complémentaires
- ✓ de déposer leurs documents de candidature et d'offre par voie électronique sur la plateforme, ce qui constituera « une offre dématérialisée »

Les candidats, ont la possibilité de transmettre leur proposition sur support physique électronique (clé USB) ou sur support papier, à titre de copie de sauvegarde.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde » et être transmise dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.

La copie de sauvegarde doit respecter le même formalisme que la proposition originale.

La copie de sauvegarde pourra par exemple être ouverte en cas de défaillance du système informatique (qui supporte la dématérialisation) ou lorsqu'un programme informatique malveillant (virus) est détecté dans le document électronique transmis par le candidat.

La copie de sauvegarde devra être adressée ou déposée à l'adresse suivante :

Mairie de CAUDAN

Place Louis Le Léannec

BP 31

56854 CAUDAN Cedex

LA DATE LIMITE DE RECEPTION DES PLIS DEMATERIALISES EST FIXEE AU :

16 MAI 2025 12H00

Les candidats transmettent leur dossier impérativement avant les date et heure limites indiquées au présent règlement de la consultation, à défaut, elle ne sera pas ouverte et rejetée. Un message leur indiquant que l'opération de dépôt de leur dossier a été réalisée avec succès leur est affiché puis un accusé de réception leur est adressé par courrier électronique avec signature électronique donnant à leur dépôt une date certaine, la date et l'heure de fin de réception faisant référence. L'absence de message de confirmation de bonne réception et d'accusé de réception électronique signifie pour le soumissionnaire que sa réponse n'est pas parvenue au pouvoir adjudicateur.

Il est rappelé que la durée du téléchargement et de la remise des plis est fonction du débit de l'accès à Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la remise d'un dossier électronique peut prendre du temps et qu'il leur appartient de se connecter suffisamment en amont des dates et heures limites afin d'être sûrs de pouvoir déposer leur offre dans les délais, y compris s'ils rencontrent un problème lors de l'envoi de leur réponse.

6.1 Déclaration sans suite

À tout moment, la personne publique peut déclarer sans suite la procédure pour un motif d'intérêt général en application de l'article L 2185 du code de la commande publique.

ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Toutes les questions doivent être posées via la plateforme
<https://marches.megalis.bretagne.bzh>

ARTICLE 8 -RECOURS

Organe auprès duquel des recours peuvent être obtenus :

Le tribunal territorialement compétent est :
Tribunal Administratif de Rennes
3, contour de la Motte
CS 44416
35044 RENNES
Tél : 02 23 21 28 28
Télécopie : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Rennes

3, contour de la Motte

CS 44416

35044 RENNES

Tél : 02 23 21 28 28

Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://www.ta-rennes.juradm.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité Consultatif Interrégional pour le règlement amiable des marchés publics

22 Mail Pablo Picasso

44042 NANTES

Tél : 0253467983

Courriel : paysdl.ccira@direccte.gouv